

L'ALLEMAGNE ET LE PARTAGE NUCLÉAIRE

Appel à un débat franc et nécessaire sur
la stratégie de défense et de sécurité

Rolf Mützenich
Mai 2020

**FRIEDRICH
EBERT** 
STIFTUNG

Dans une précédente interview, il m'a été donné de m'exprimer contre une participation prolongée de l'Allemagne au dispositif du partage nucléaire et contre le remplacement par de nouvelles ogives atomiques des armes nucléaires américaines actuellement stationnées à Büchel. Les critiques ne se sont pas fait attendre, mais cette prise de position a également reçu un certain nombre de soutiens. Il s'agit d'engager avec franchise et en toute transparence un débat sur le bien-fondé du partage nucléaire. Ce débat est d'autant plus nécessaire qu'un nouveau système de support balistique est en passe d'être adopté et que les Etats-Unis réfléchissent désormais à l'idée de riposter rapidement, en cas de guerre, avec des armes nucléaires dotées d'une charge explosive réduite. Voilà qui devrait tomber sous le sens dans un régime démocratique, y compris dans l'intérêt de nos alliés et partenaires au sein de l'OTAN.

Le SPD continue de défendre un renforcement des relations transatlantiques et de plaider en faveur d'une participation politique de l'Allemagne à la planification de la stratégie nucléaire au sein du Groupe des plans nucléaires (NPG) de l'OTAN. L'Allemagne se concerta au sein de ce groupe avec 25 autres Etats membres de l'OTAN ne disposant pas de l'arme atomique, et qui, pour une partie d'entre eux, ont d'ores et déjà exclu le stationnement d'armes nucléaires sur leur territoire en période de paix. Toutefois, le SPD n'ignore pas que la Bundeswehr doit trouver un nouvel avion de combat pour succéder aux vétustes Tornados et ne réclame pas une dénucléarisation séance tenante de l'OTAN. Le SPD réclame surtout la mise en œuvre d'initiatives nouvelles et l'ouverture de discussions relatives au désarmement et au contrôle des armements, à la manière dont le ministre des Affaires étrangères, Heiko Maas, s'en est fait l'écho avec force d'engagement au sein des Nations Unies et dans le cadre de « l'initiative de Stockholm ».

Il ne fait aucun doute que le désarmement et le contrôle des armements ne peuvent être menés à bien qu'à la condition de prendre en compte plusieurs problématiques contradictoires, au-delà du seul démantèlement de l'arsenal nucléaire stationné en Allemagne. Conscient des risques sécuritaires

et de la déstabilisation internationale qui en découle, le SPD ne se berce pas d'illusions quant aux ambitions russes. Le SPD ne ferme pas davantage les yeux devant le réarmement russe et en particulier l'important arsenal nucléaire tactique qui met l'Europe à immédiate portée de tir. C'est également la raison pour laquelle le SPD s'engage depuis plusieurs années en faveur d'un accord de désarmement sur les armes nucléaires tactiques en Europe. Le SPD ne fait donc pas du stationnement des armes nucléaires en Allemagne la seule et unique problématique sécuritaire à laquelle nous nous voyons confrontés.

Cependant, je récusé avec la plus grande fermeté le reproche selon lequel le SPD défendrait un pacifisme « à l'allemande », nouvel avatar de l'éternel *Sonderweg* allemand. Ce terme renvoie d'ordinaire au funeste cours emprunté par l'histoire allemande, à l'origine des deux guerres mondiales. Des millions d'individus en Europe et à travers le monde, tout comme nous autres sociaux-démocrates durant notre longue histoire, ont souffert de ce *Sonderweg*. Ce reproche infondé n'a donc manifestement pas d'autre but que celui d'étouffer toute tentative de débat sur le désarmement.

Dans ce débat sur l'évolution future du partage nucléaire, il s'agira en clair de savoir si le stationnement d'un arsenal nucléaire tactique en Allemagne et en Europe (Pays-Bas, Italie, Belgique, Grande-Bretagne et Turquie) accroît effectivement la sécurité de l'Allemagne et de l'Europe ou si au contraire ces armes nucléaires en provenance des Etats-Unis ne seraient pas entre-temps devenues obsolètes.

Il nous faut donc mener en Allemagne, et en concertation avec nos partenaires européens au sein de l'OTAN, un vaste débat public sur le bien-fondé ou au contraire l'inutilité de la dissuasion nucléaire et interroger ce faisant la capacité de l'Union européenne à s'imposer sur la scène internationale en matière de défense et de sécurité. Dans ces conditions, qui reste finalement aveugle à la nouvelle donne géopolitique ? Ceux qui réclament un désarmement progressif et la fin de la contribution opérationnelle de l'Allemagne au dispositif du partage nucléaire ? Ou bien ceux qui persistent naïvement à

croire que le simple fait de pouvoir procéder à un tir nucléaire en cas de guerre, sur autorisation du président américain, nous accorderait un semblant d'influence sur la stratégie nucléaire américaine ? A l'époque de la guerre froide, déjà, cet argument avait prouvé sa grande fragilité. Y souscrire encore aujourd'hui tient désormais du déni de réalité.

A en croire les partisans du partage nucléaire, l'Allemagne disposerait d'une influence indirecte sur la stratégie nucléaire américaine. Si tel était le cas, encore faudrait-il pouvoir prouver quand et comment cette influence a pu s'exercer par le passé. Depuis la présidence de Georges W. Bush, nous assistons à un redéploiement des armes nucléaires dans la stratégie militaire. De la rupture de l'accord sur le nucléaire iranien et jusqu'à l'abrogation du traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (*Intermediate-Range Nuclear Forces Treaty*, INF) sous l'administration Trump, aucune trace de la prétendue influence allemande sur la stratégie nucléaire américaine ne semble pouvoir être identifiée. Il nous faut nous rendre à l'évidence : il n'y a pas d'influence, et encore moins de droit de regard, des puissances non nucléaires sur la stratégie nucléaire des puissances disposant de l'arme atomique, et encore moins sur leur décision d'avoir recours à une frappe nucléaire. Croire à une telle influence illusoire n'est rien d'autre qu'un vœu pieu rabâché.

L'incertitude sur les mobiles, les intentions et les possibilités d'action des puissances nucléaires constitue presque une condition sine qua non de l'esprit et de la philosophie même qui président à la dissuasion nucléaire, lesquels font notoirement l'objet d'une abondante littérature scientifique. La revendication portée par Helmut Schmidt d'un nouveau déploiement d'armes nucléaires sur le territoire allemand est traditionnellement évoquée pour donner un exemple de l'influence directe de la République fédérale d'Allemagne sur la stratégie nucléaire des Etats-Unis. Mais cette influence n'a pu s'exercer qu'à partir du moment où Washington s'est mis à partager l'analyse de la menace soviétique défendue par le chancelier allemand. Cette revendication a donné lieu, comme chacun sait, à la « double décision » de l'OTAN sur les forces nucléaires à portée intermédiaire. Le processus de négociations qui a mené à la « double décision » ne vaut pas uniquement pour les Etats-Unis, mais est en vigueur pour tous les Etats détenteurs de l'arme atomique, car c'est bien à Londres que sont prises les décisions portant sur l'arsenal nucléaire britannique, à Moscou celles portant sur l'arsenal nucléaire russe, à Pékin enfin celles portant sur l'arsenal chinois. En conséquence, il convient justement, aujourd'hui comme hier, de ne pas s'illusionner sur « l'offre » de la France d'associer l'Allemagne aux décisions nucléaires, voire d'euro-péaniser sa « force de frappe¹ ». Aucun président de la République française ne partagera jamais son autorité sur les codes nucléaires.

Au cours des dernières années, la dégradation de la situation internationale a laissé peu d'espoir à ceux en Europe qui souhaitent exercer un droit de regard sur l'utilisation des armes

nucléaires stationnées en Europe, rendant ainsi déterminante l'exigence d'un retrait des bombes atomiques stationnées en Allemagne. En février 2018, l'administration Trump faisait passer en force une nouvelle stratégie nucléaire (*Nuclear Posture Review*, NPR) prévoyant de poursuivre le développement des *mini-nukes*² et défendant une utilisation rapide et flexible des armes nucléaires. Au cours des prochaines années, l'administration Trump entend en outre remplacer l'intégralité des systèmes balistiques américains, doter les ogives nucléaires d'une charge explosive réduite, augmenter la portée des missiles de croisière, étendre l'arsenal nucléaire aux systèmes stratégiques navals jusqu'ici non nucléaires – des mesures que les administrations Bush et Obama avaient pourtant retirées en signe d'ouverture à l'égard des autres puissances nucléaires. La concurrence géopolitique croissante entre puissances disposant de l'arme atomique, le développement de nouvelles armes, l'association de moyens de dissuasion à la fois conventionnels et nucléaires, sans oublier la constante modernisation et diversification des arsenaux nucléaires, mènent à une nouvelle course aux armements constituant une menace concrète pour l'Allemagne et l'Europe.

La question du partage nucléaire est lourde de symbole, puisqu'elle pose par procuration celle de la crédibilité du parapluie nucléaire américain. Pour parvenir à une évaluation politique de cette crédibilité, une seule interrogation s'impose : suffit-il, aujourd'hui et demain, de s'appuyer exclusivement sur le parapluie nucléaire américain et le dispositif du partage nucléaire tels qu'ils existent aujourd'hui ou bien n'avons-nous pas bien davantage besoin de nouveaux objectifs en matière de désarmement et de contrôle des armements, sans se soucier de savoir qui de Donald Trump ou de Joe Biden sera le prochain président des Etats-Unis ?

A une heure où le budget de l'Etat fédéral en Allemagne atteint un niveau record de déficit dans le contexte de crise sanitaire, à une heure où les contraintes budgétaires sont particulièrement fortes, à une heure où apparaît au grand jour l'urgence d'investir dans le système de santé, le développement du réseau internet, la protection de l'environnement, ou encore les infrastructures publiques, la moindre dépense publique étrangère à la lutte contre la pandémie du covid-19 doit pouvoir faire l'objet d'un examen scrupuleux.

C'est en ce sens que les financements à hauteur de plusieurs milliards d'euros alloués à l'acheminement et à l'entretien d'avions américains, dont le seul et unique objectif consiste à lancer des bombes nucléaires américaines, doivent reposer sur une solide justification, quand bien même l'acheminement et l'entretien de ces avions feraient partie intégrante de l'architecture de sécurité de l'OTAN et de la stratégie de dissuasion nucléaire. A supposer que la dissuasion fondée sur les armes nucléaires américaines demeure une garantie indispensable face aux nouvelles menaces, cette dissuasion est d'ores et déjà assurée grâce aux missiles intercontinentaux, à la flotte de bombardiers américains, sans oublier la flotte

1 En français dans le texte.

2 Terme anglais qui désigne une arme nucléaire tactique à faible charge explosive, dotée d'une ogive nucléaire miniaturisée.

américaine de sous-marins nucléaires lanceurs d'engins. Par ailleurs, le stationnement de soldats américains et le maintien de capacités logistiques et de bases militaires en Europe ne servent pas seulement les intérêts européens, mais tout autant les intérêts américains.

Un retrait des armes nucléaires tactiques du territoire allemand ne mettrait ni fin à la garantie nucléaire américaine apportée à l'Allemagne, pas plus qu'il ne mettrait fin au droit de regard – quoique jusqu'ici purement formel – de l'Allemagne sur la stratégie nucléaire au sein de l'OTAN, puisque l'Allemagne conserverait ce droit de regard en qualité de membre du Groupe sur les plans nucléaires. Disons-le : si le lien en matière de sécurité et de défense entre l'Europe et les Etats-Unis ne devait tenir qu'au seul stationnement d'armes nucléaires tactiques américaines en Europe, il faudrait alors en conclure à un appauvrissement de la qualité et de l'avenir des relations transatlantiques, ainsi que de l'évolution future de la communauté de sécurité et de valeurs pourtant clamée haut et fort à longueur de discours.

Cependant, le mouvement pacifiste doit lui aussi reconnaître que le retrait des 20 armes nucléaires tactiques stationnées à Büchel ne sonne pas l'avènement de la paix mondiale et qu'en dépit de la victoire symbolique d'une Allemagne débarrassée d'armes nucléaires, la course au désarmement est encore loin d'être gagnée. Face aux milliers d'armes nucléaires tactiques stationnées en Russie, et notamment les missiles balistiques Iskander dont la portée viole les dispositions de l'INF, le désarmement et le contrôle des armements est en effet plus que jamais une impérieuse nécessité. Nous avons besoin d'un nouveau traité de type INF ainsi que d'un démantèlement complet des armes nucléaires tactiques.

Même si les partisans d'un atlantisme forcené dressent le tableau caricatural d'un *Sonderweg* « à l'allemande » suscitant les inquiétudes des voisins européens de l'Allemagne, la question se pose de savoir ce qui inquiète le plus ces derniers : un débat ouvert sur une participation prolongée de l'Allemagne au dispositif du partage nucléaire, ou bien les ratiocinations des représentants chrétiens-démocrates et chrétiens-sociaux sur le développement d'une capacité nucléaire allemande. N'oublions pas : la CDU et la CSU avaient également réclamé le retrait des armes nucléaires stationnées en Allemagne, au sein du gouvernement de coalition avec le FDP (entre 2009 et 2013), sans que ne leur soient reproché d'emprunter un *Sonderweg* ni même de manquer aux engagements de l'Allemagne vis-à-vis de ses alliés.

La pandémie du covid-19 montre avec insistance que c'est bien en bâtissant un service de santé publique efficace, en luttant contre le changement climatique, en nous efforçant d'atteindre les Objectifs de développement durable établis par l'ONU, et non en modernisant ou en renouvelant les arsenaux nucléaires, que nous répondrons aux défis du futur. Une nouvelle course aux armements nucléaires n'aurait pas seulement le tort d'engloutir d'énormes quantités d'argent nécessaires à d'autres investissements ; elle réactiverait de nouvelles menaces assorties de conséquences potentiellement catastrophiques.

L'AUTEUR

Rolf Mützenich est président du groupe parlementaire du SPD au Bundestag. De 2013 à 2019, il a co-dirigé le groupe de travail du SPD au Bundestag sur la politique étrangère, la défense, les droits de l'homme et la coopération économique.

CONTACT

Fondation Friedrich-Ebert
41 bis, bd. de la Tour-Maubourg 75007 | Paris | France

www.fesparis.org
fes@fesparis.org

L'article a été publié le 5 mai 2020 dans le IPG-Journal sous le titre

« Deutschland und die nukleare Teilhabe. Plädoyer für eine notwendige und ehrliche sicherheitspolitische Debatte ».

L'opinion exprimée dans cette analyse n'engage pas nécessairement la position de la FES.

L'utilisation commerciale des publications de la Friedrich-Ebert-Stiftung n'est autorisée qu'avec l'accord préalable de la FES.

La Fondation Friedrich-Ebert (FES) est une fondation politique dont l'action est guidée par les valeurs fondamentales de la social-démocratie : la liberté, la justice et la solidarité. Organisation à but non lucratif, la FES travaille de manière autonome et indépendante.

La FES a un réseau de plus de 100 bureaux dans le monde et de 15 bureaux régionaux en Allemagne.

Le bureau parisien de la FES a été fondé en 1985. Il a pour objectif de renforcer le dialogue franco-allemand entre les acteurs de la société civile et les décideurs politiques.

Autres publications de la FES Paris à télécharger sur le site <http://fesparis.org/publications.html> :

Bofinger, Peter

Les « États frugaux » et le projet européen

Comment protéger l'Europe des effets de la crise du coronavirus

Barley, Katarina

Défendre la démocratie en Europe

Comment garantir les valeurs européennes en temps de crise sanitaire

Hakverdi, Metin

Eurobonds: ne pas se tromper de bataille

Zimmermann, Jens

Le réseau 5G en Europe à l'heure du Coronavirus

Balzer, Anne

L'Allemagne et la dissuasion nucléaire

L'effet boomerang des armes nucléaires

Schmid, Nils

L'alliance pour le multilatéralisme

Quelle stratégie face au nouveau désordre mondial ?

Köpping, Petra

Comment enfin faire de l'unité allemande une réalité ?

Krumm, Reinhard ; Dienes, Alexandra ; Weiß, Simon

Cavalier seul ou allié ?

Les alliances dans une ère d'incertitudes diplomatiques

Gatz, Christopher

Le plafonnement des loyers

Une mesure efficace pour répondre à la crise du logement

Gatz, Christopher

**Le climat: un sujet à risque sur le plan électoral
Changement climatique, énergie et environnement**

Fink, Philipp ; Hennicke, Martin ; Tiemann, Heinrich

Une Allemagne inégalitaire

Rapport sur les disparités socio-économiques 2019